



Le Guide De L'Apéro

du 6 décembre 2018

13 MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



Les Apéros de Lianes

Chaque mois, Lianes coopération organise un temps de rencontres et d'échanges entre acteurs de la coopération internationale. Le fil conducteur pour la saison 2018 - 2019 suit les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Ce moment se veut convivial, c'est ainsi que nous vous donnons rendez-vous à la MRES à l'heure de l'apéro tous les premiers jeudis du mois !

Les Apéros sont ouverts à tous, les professionnels comme les curieux.

Au programme de nos soirées :

Des interventions pour en apprendre plus, des animations pour mieux se connaître, des débats pour échanger et faire émerger de nouveaux projets !

« 17 Objectifs pour sauver le Monde »

« Les objectifs de développement durable nous donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.

Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice. Les objectifs sont interconnectés et, pour ne laisser personne de côté, il est important d'atteindre chacun d'entre eux, et chacune de leurs cibles, d'ici à 2030. »

Tiré du site des Nations Unies, présentant en détail chaque ODD.

<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>



Objectif 13

Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques



<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/climate-change-2/>

Les enjeux présentés par les Nations Unies

« Les changements climatiques affectent désormais tous les pays sur tous les continents. Cela perturbe les économies nationales et affecte des vies, coûte cher aux personnes, aux communautés et aux pays aujourd'hui et même plus demain. Les conditions météorologiques changent, le niveau de la mer monte, les phénomènes météorologiques deviennent plus extrêmes et les émissions de gaz à effet de serre sont maintenant à leur plus haut niveau de l'histoire. Sans action, la température moyenne à la surface du monde devrait dépasser les 3 degrés centigrades ce siècle. Les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables sont les plus touchées.

Des solutions abordables et évolutives sont désormais disponibles pour permettre aux pays de passer à des économies plus propres et plus résilientes. Le rythme du changement s'accélère à mesure que de plus en plus de personnes se tournent vers les énergies renouvelables et que d'autres mesures réduiront les émissions et intensifieront les efforts d'adaptation. Le changement climatique est toutefois un défi mondial qui ne respecte pas les frontières nationales. C'est un problème qui nécessite des solutions qui doivent être coordonnées au niveau international pour aider les pays en développement à évoluer vers une économie à faibles émissions de carbone.

Pour renforcer la réponse mondiale à la menace du changement climatique, les pays ont adopté, lors de la COP21, l'Accord de Paris, entré en vigueur en novembre 2016. Dans cet Accord, tous les pays ont convenu de limiter la hausse des températures à 2 degrés centigrades. La mise en œuvre de l'Accord de Paris est essentielle à la réalisation des objectifs de développement durable et fournit une feuille de route pour les actions climatiques qui réduiront les émissions et renforceront la résilience climatique. En avril 2018, 175 parties avaient ratifié l'Accord de Paris et 10 pays en développement avaient présenté leur première version de leurs plans nationaux d'adaptation pour faire face aux changements climatiques. »

Objectif 13

Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques



Cibles à atteindre d'ici 2030

1. Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat
2. Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales
3. Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide

Pour plus d'informations

<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/climate-change-2/>

Deux centres de documentation à la MRES au 23 rue Gosselet à Lille

Centre de doc MRES

<https://mres-asso.org/-Presentation->

« Le centre de documentation de la MRES est ouvert à tous et compte 19000 références sur les thèmes suivants : l'écologie et le développement durable, le changement climatique, l'énergie et l'habitat durable, la nature en ville et la biodiversité, l'aménagement urbain et la mobilité,, la consommation responsable, la gestion et la vie associative, ... »

Accueil :

Mardi et jeudi de 16h à 19h

Mercredi de 10h à 12h et de 14h à 18h

Et sur rendez-vous

Période de congés scolaires : sur rdv uniquement

La consultation sur place est gratuite

Contact :

03 20 52 12 02

crld@mres-asso.org

CRDTM

<https://www.ritimo.org/Centre-Regional-de-Documentation-et-d-Information-pour-le-Developpement-et-la>

Affilié à Ritimo, le CRDTM est un centre de ressources spécialisé : recherches et prêts de documents écrits, DVD, jeux, expositions, mallettes pédagogiques sur des thématiques de la solidarité internationale ou des pays du Sud. Il propose également des animations et formations : conférences, rendez-vous pédagogiques sur les thèmes du développement et de la solidarité internationale. Enfin, le CRDTM a une mission d'appui conseil : aide à la création d'initiatives de solidarité internationale.

Accueil :

Mardi, jeudi et vendredi : 14h à 18h

Mercredi : 9h à 12h et 14h à 18h

Contact :

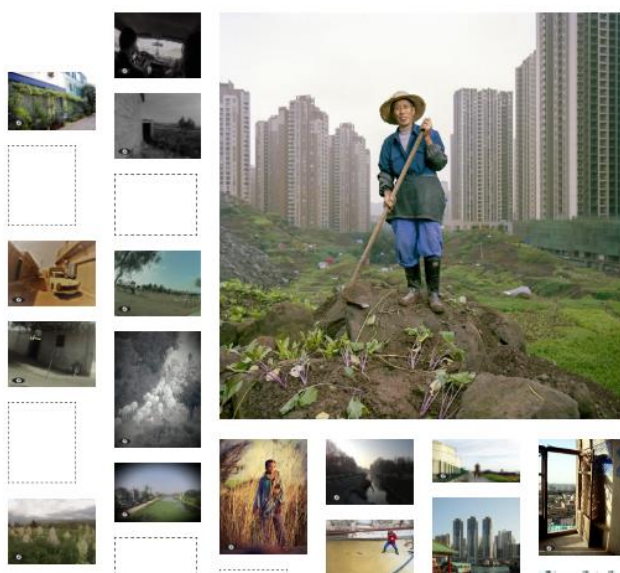
03 20 53 80 14

crdtm@asso.globenet.org

Pour une Poignée de Degrés ...

« Pour une poignée de degrés » est une exposition photographique évolutive et participative sur le défi climatique, à laquelle chacun peut participer.

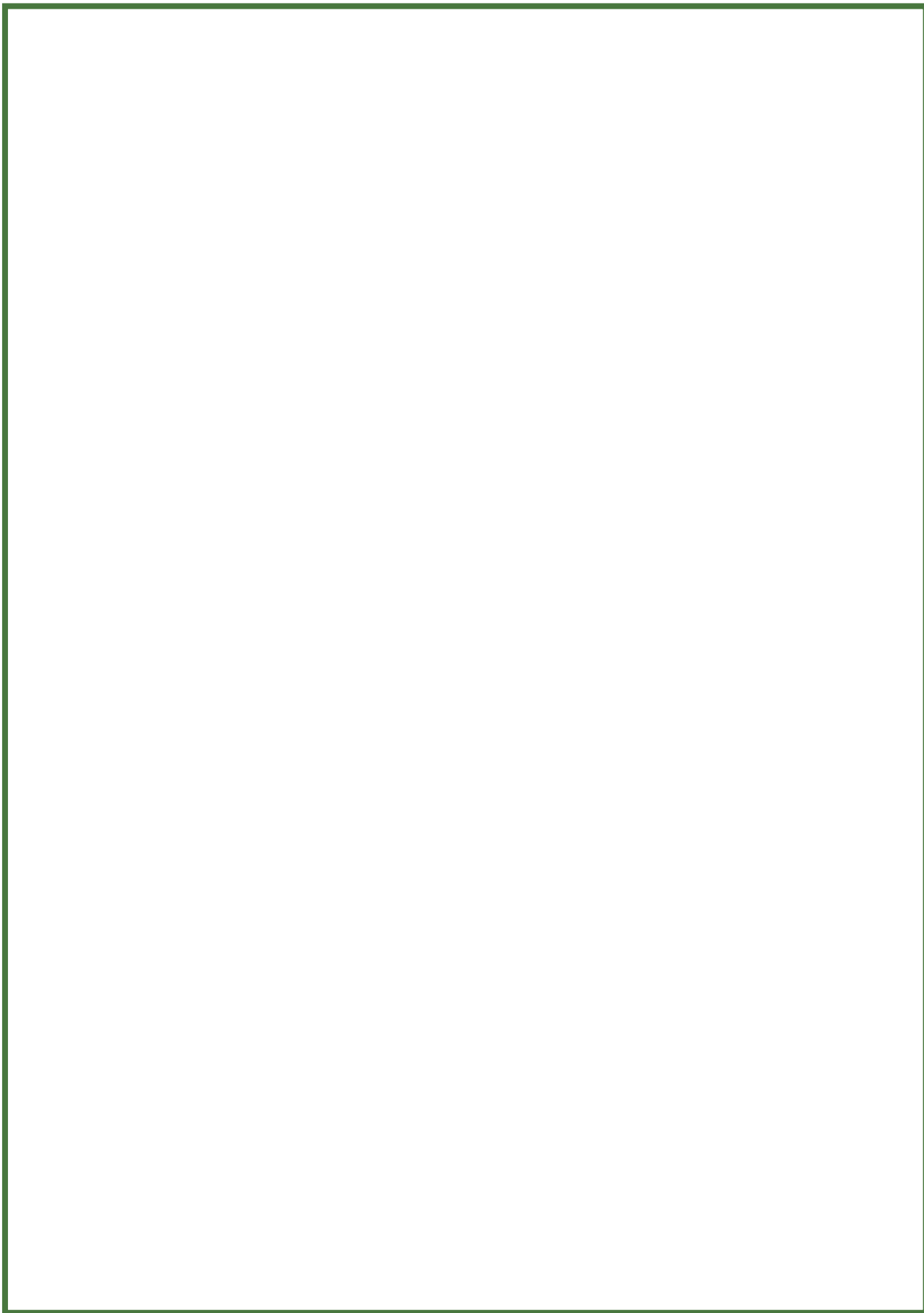
L'exposition se constitue de 10 photographies d'artistes portant sur le réchauffement climatique, ses causes, ses impacts mais aussi sur notre capacité à nous adapter et à lutter contre ces changements. Les participants répondent visuellement à ces images avec des photographies qu'ils ont eux même prises. Il s'agit alors d'une approche sensible face aux enjeux des changements climatiques. « A chacun son regard, sa compréhension ».



L'exposition physique peut être empruntée à la MRES.

Contact : 03 20 52 12 02 – contact@degres.photos

L'exposition a également donné naissance à un livre contenant les photographies d'artistes et leurs réponses. Plus d'infos et où trouver le livre : <http://degres.photos/catalogue/>



Des acteurs de la coopération internationale engagés pour le climat

La mobilisation de tous est aujourd'hui cruciale pour lutter contre les changements climatiques. Nous croyons que c'est par la coopération entre acteurs : associations, collectivités territoriales, entreprises, laboratoires, établissements d'enseignements et citoyens que nous pouvons atteindre des objectifs ambitieux mais néanmoins vitaux pour l'humanité. Cette coopération se fait localement comme à l'international. Elle permet un réel échange de savoirs faire, un croisement d'expertises. Elle pousse aussi à une réflexion sur les modes de vie.

Rappelons-nous que les populations qui subissent le plus les conséquences des changements climatiques ne sont souvent pas les plus en cause. Il est de notre responsabilité de nous montrer solidaires et d'agir ensemble.

Lianes coopération vous présente dans ce guide des acteurs engagés dans la lutte contre les changements climatiques ainsi que des exemples de projets et leurs bonnes pratiques. Nous espérons que ce guide sera source d'inspiration pour vos futurs projets !

N'hésitez pas à nous contacter si vous avez besoin d'accompagnement pour le montage de projets ou pour être mis en réseau avec d'autres acteurs travaillant sur les même problématiques que vous.

VU À
L'APERO

Lille et ses villes partenaires engagées pour le climat

Le Contexte

« La coopération entre les villes est majeure : nous sommes confrontés aux mêmes problèmes de mobilité, de gestion des déchets, de pollution, Le changement viendra de nos collectivités locales. », c'est ce que déclare Martine Aubry, maire de Lille. La ville candidate au titre de la capitale verte européenne a fêté en 2018 les anniversaires décades des partenariats avec ses jumelles en Europe et dans le Monde. A cet occasion, Martine Aubry et les maires des villes partenaires se sont réunis le 16 novembre dernier à l'hôtel de ville pour une table ronde publique sur le thème de la transition climatique.

Marie-Pierre Bresson, adjointe au Maire de Lille déléguée à la coopération internationale et européenne et au Tourisme était présente lors de l'apéro du 6 décembre pour un retour sur l'événement. Elle a répondu aux questions du public concernant l'engagement de Lille dans la lutte contre les changements climatiques. Elle a également encouragé les participants à contribuer au Fonds Solidarité Climat lors de leurs déplacements à l'international.(plus d'informations sur le FSC en p.12)

La Rencontre

Onze des quinze villes partenaires de Lille étaient représentées lors de l'évènement : Cologne (All.), Erfurt (All.), Esch-sur-Alzette (Lux.), Leeds (GB), Liège (Belgique), Naplouse (Cisjordanie), Oujda (Maroc), Rotterdam (Pays-Bas), Saint-Louis (Sénégal), Tlemcen (Algérie) et Turin (Italie).

Réduire les causes des changements climatiques et mettre en place des solutions d'adaptation sont des enjeux essentiels aujourd'hui. Chaque représentant a partagé les initiatives de sa ville en matière d'énergie, de gestion des déchets, d'aménagement durable des territoires ou de résilience climatique. Ainsi, Erfurt et Naplouse investissent dans l'énergie solaire tandis que Saint-Louis et Lille collaborent sur le sujet du biogaz et que Turin réfléchit à un aménagement durable de ses friches industrielles. Des préoccupations communes apparaissent, et avec elles des perspectives fortes de collaboration entre villes pour lutter contre les changements.

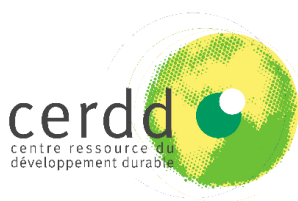
Pour plus d'informations

<https://www.lille.fr/Votre-Mairie/Les-relations-internationales>

VU À
L'APERO

Le CERDD encourage la mobilisation et l'action des acteurs locaux sur le développement durable et le climat

Présentation



« Depuis 2001, le Centre Ressource du Développement Durable (Cerdd) outille et accompagne les acteurs de la région vers de nouveaux modèles de société et les incite à contribuer aux transitions économique, sociale et écologique dans les territoires. »
Le Cerdd est un Groupement d'Intérêt Public Etat-Région et ADEME.

Missions



Veille et
analyse



Co-production
et diffusion
de ressources



Conseils et
accompagnements
collectifs



Organisation
d'événements,
animation de réseaux



Observation
et données
chiffrées

Changement Climatique

Le Cerdd met à disposition une sélection d'outils sur le changement climatique : publications, résultats de recherches, relais d'initiatives régionales, événements, outils d'animation du réseau etc.

Il explore un ensemble de thématiques dont les énergies renouvelables, les transports et la mobilité, l'agriculture et le climat ou les politiques territoriales énergie-climat.

L'Observatoire Climat Hauts-de-France

Il est animé par le Cerdd et piloté par cinq institutions : l'État (DREAL), la Région, le Département du Pas-de-Calais, le Département du Nord et l'ADEME. L'Observatoire collecte et diffuse des données sur le climat et son évolution dans la région.

VU À
L'APERO

Le CERDD encourage la mobilisation et l'action des acteurs locaux sur le développement durable et le climat

L'Observatoire utilise des indicateurs clés comme le niveau de la mer et la composition atmosphérique mais aussi les consommations d'énergie et les émissions de GES directes et indirectes. L'ambition ? « orienter, inciter, mettre en œuvre et explorer toute démarche visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à adapter nos territoires aux changements futurs. » Il s'adresse alors aux acteurs régionaux autour de l'énergie et du climat et notamment les pouvoirs publics à des échelons infrarégionaux.

Pour plus d'informations

www.cerdd.org

www.observatoireclimat-hdf.org

« *Changement climatique : réalités et gouvernance* » : présentation réalisée par Emmanuelle Latouche, directrice adjointe en charge du climat.

A retrouver sur le site de Lianes coopération.

Contact

contact@cerdd.org

03 21 08 52 40



VU À
L'APERO

La Fondation de Lille finance des projets avec le Fonds Solidarité Climat

Le Fonds Solidarité Climat

« La Fondation de Lille sollicite les citoyens, entreprises, associations et collectivités du territoire pour contribuer au Fonds Solidarité Climat

Un calculateur en ligne permet d'estimer la consommation de co2 induite par les déplacements en avion, mais le don peut également être forfaitaire

Un montant de 22 euros est appliqué à la tonne carbone. Les dons ouvrent droit à des déductions fiscales. »

Ce Fonds est ensuite utilisé pour financer des projets d'associations à visée climatique. « Les projets peuvent revêtir plusieurs formes : développement des énergies renouvelables, lutte contre la déforestation, préservation des milieux naturels, amélioration du cadre de vie, etc. Les projets doivent s'inscrire dans un esprit de concertation avec les acteurs locaux et doivent fournir la preuve qu'ils n'ont pas d'incidence négative sur l'environnement dans les zones géographiques qu'ils couvrent, particulièrement à l'échelle des populations locales et des territoires concernés. »

Les Projets soutenus à l'international

Loos N'Gourma – lauréat 2018, pour son projet de développement de l'agro-écologie au Burkina Faso.

Aide financière : 2000€.

Bani Kono – lauréat 2015, pour son projet de reforestation au Mali.

Aide financière : 1000€.

Le Partenariat – lauréat 2013, pour son projet de sauvegarde et de mise en valeur de la mangrove au Sénégal.

Aide financière : 2000€.

Pour Plus d'Informations

<http://www.fondationdelille.org/climat/>



Loos N'Gourma soutient des projets de développement de l'agroécologie au Burkina Faso

Le Contexte

Le Burkina Faso est l'un des 13 pays formant le Sahel. Cette région sub saharienne est la plus pauvre du Monde, la faim et la malnutrition touchent une grande partie de la population. Historiquement région d'agriculture et d'élevage autonome, les moyens d'agriculture modernes apportés à partir de la colonisation et les changements climatiques ont de lourdes conséquences. Les terres hier fertiles s'assèchent et ne produisent plus autant aujourd'hui, alors que la population connaît dans le même temps une forte croissance.



Face à la crise alimentaire et climatique et pour sortir d'une dépendance au Nord, le développement de l'agro-écologie représente une solution d'adaptation pour les populations du Sahel. L'association Loos N'Gourma travaille dans cet objectif avec le village de Sampiéri et les 30 villages de la commune de Kantchari, à l'Est du Burkina Faso.

Le Projet

En partenariat avec le Groupement FIIMBA de Sampiér, création d'un centre de formation professionnel en agro-écologie pour la résilience du monde rural burkinabè aux changements climatiques.

Objectifs

Faire de l'Homme, l'artisan de son propre développement en tant que concepteur, acteur et bénéficiaire des actions mises en place.

(Re)Développer les pratiques d'agro-écologie pour parvenir à la sécurité alimentaire, à l'autonomie des populations tout en préservant les ressources naturelles locales.

Budget et Financements

- Fonds Solidarité Climat de la Fondation de Lille : lauréate en 2018. Aide reçue de 2000€

- Collectivités territoriales : La Région Nord Pas-de-Calais, le Conseil Départemental, la Ville de Loos en Gohelle

- Fondation pour la Nature et l'Homme

- CFSI (Comité Français pour la Solidarité Internationale) dans le cadre de l'appel à projet 'Soutien à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest »

- Les membres apportent 30 % du budget.

Le budget 2018 consacré au programme agroécologie est de 12 000 €

Loos N'Gourma soutient des projets de développement de l'agroécologie au Burkina Faso

Dates clés

2002 à 2004 : études de faisabilité : recherche actions et financements

2004 : 1ère formation pour 3 paysans et application sur un champ pilote

2006 : 8 paysannes, 8 paysans reçoivent une formation, formation de formateurs endogènes

2007 à 2018 : construction du Centre sur un terrain de 6 ha Et formation d'environ 60 paysan.ne.s /an

2015 : création du Centre de Formation Professionnel Agroécologie à Sampiéri qui accueille de jeunes ruraux pour une formation de deux ans.

Concrètement

Actions menées

- Soutien au Centre de Formation Professionnelle Agroécologie (2e promotion)
- Modules de formations :
 - Compost
 - Agroforesterie, production de plants d'arbres en pépinières
 - Technique du zaï : redévelopper une méthode de culture traditionnelle pour la restauration des sols.
 - Production de semences méthode naturelle de lutte phytosanitaire,
 - Utilisation des foyers améliorés pour limiter la consommation du bois.
 - Apiculture : développer une nouvelle économie locale tout en contribuant au développement de la biodiversité

Opérations :

- Reboisement : sensibiliser à l'avancée du désert et à l'impact de l'érosion du sol sur la culture des terres
- Sensibilisation à l'avancée du désert et à l'impact de l'érosion du sol sur la culture
- Formation des populations aux pratiques de l'agroécologie pour une agriculture durable.

Résultats

Plus de 600 jeunes formés aux techniques de cultures locales

Quelle suite ?

Ouverture des formations aux villages de la Province de la Tapoa

Recherche d'autonomie pour le Centre de Formation Professionnel Agroécologie.

Pour plus d'informations

<https://www.facebook.com/LoosNgourma/>

Béatrice BOUQUET-06 10 16 57 95
loosngourma@gmail.com



Le Partenariat contribue à la sauvegarde et à la mise en valeur de la Mangrove au Sénégal

Le Contexte

L'Association le Partenariat a été créée en 1981 dans le but de faire vivre le jumelage entre les villes de Lille et Saint-Louis. L'association a depuis diversifié ses actions et étend ses zones d'interventions au Sénégal, au Maroc et en Guinée. Elle ouvre le Centre Gaïa à Lille en 2006, dédié à l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI). Le centre propose des ateliers en lien avec l'immersion culturelle, l'environnement (Eau' Tour du Monde et Parcours Volon'Terre). L'ONG le Partenariat est aujourd'hui un acteur fort de la coopération internationale décentralisée, avec trois axes d'interventions majeurs :

- l'Appui à la gouvernance locale
- l'Accès aux services de base
- **l'Environnement et le Développement durable**

Dans la région de Saint-Louis, la mangrove est menacée. En 2013, elle avait perdu 24% de sa surface et pas loin de la moitié de ses espèces animales. Cet écosystème à la rencontre d'une zone d'eau salée et d'une zone d'eau douce contribue à la résilience écologique en tant que :

- Stabilisateur contre les inondations (érosion côtière et montée des eaux) et la salinité
- Lieu de reproduction de nombreux poissons et oiseaux.

Le Projet

Soutenu par plusieurs acteurs de la protection de l'environnement et représentants des collectivités du Département de Saint Louis, le Partenariat mène depuis 2013 des projets de sauvegarde et de mise en valeur de la mangrove de Saint-Louis du Sénégal.



Objectifs

« Ce projet a pour but d'enrayer le problème de dégradation de l'écosystème de la mangrove mais aussi de proposer des alternatives économiques à l'exploitation du bois afin de valoriser cet écosystème de manière durable. »
(www.lepartenariat.org)

Budget et Financements

Le projet a été soutenu par :

- Partenaires privés: Fonds Solidarité Climat de la Fondation de Lille, Fonds de dotation Itancia, la Fondation Léa Nature.
- Partenaires publics: la Ville et Métropole Européenne de Lille et l'Union Européenne (Projet DEMETER).

VU À
L'APERO

Le Partenariat contribue à la sauvegarde et à la mise en valeur de la Mangrove au Sénégal

Concrètement

Actions menées

- Promotion d'une stratégie de gestion intercommunautaire de l'écosystème mangrove à l'échelle départementale
- Reboisement et sécurisation des zones de plantation de palétuviers
- Promotion d'activités économiques alternatives comme l'aquaculture
- Soutien à des activités génératrices de revenus et à des micro-projets locaux
- Appui à la diffusion, la promotion et l'utilisation de sources d'énergies renouvelables (Biogaz, biocharbon ...)
- Sensibilisation et éducation à l'environnement en milieu scolaire: Création d'outils pédagogiques en collaboration avec l'association Sen-EAD (ex-collectif des enseignants).

Le collectif 5 Deltas

- Partage d'outils et d'expériences entre partenaires agissant sur les zones de mangrove de différents territoires
- 14 ONG (7 internationales et 7 locales) et autorités locales des zones d'intervention
- 3 deltas au Sénégal (Fleuve Sénégal, Casamance et Sine Saloum) et 2 en Guinée Bissau et en Gambie

Résultats

- Reboisement de plus de 20 000 arbres (propagules de palétuviers et pieds de filaos)

Etude diagnostique (cartographie) de la Mangrove par l'Agence Régionale de Développement de Saint-Louis

- Mise en place du Cadre de Concertation Départemental pour la gestion et la sauvegarde des espaces naturels sensibles impliquant les communes de Saint-Louis, Gandon et Gandiole permettant l'élaboration d'un Plan de Développement Départemental intégrant la gestion des espaces de Mangrove
- Soutien à 3 Groupes d'Intérêt Economique ou associations développant des microprojets

Quelle suite ?

- Mise en place du plan de développement départemental de gestion des espaces de mangrove
- Synergies d'actions et échanges avec le collectif des 5 deltas
- Soutien à 2 porteurs de projets innovants en lien avec la gestion des ressources naturelles
- Soutien au développement d'initiatives génératrices de revenus telles que l'éco-tourisme sur le territoire de Saint-Louis

Pour plus d'informations

<http://www.lepartenariat.org/fr/>

Contact : contact@lepartenariat.org

Images de la mangrove du delta du Fleuve Sénégal à Saint-Louis:

<https://www.youtube.com/watch?v=wqT6f48EhB8>

<https://www.youtube.com/watch?v=hoB6W2oUDwk>

Le Grdr pilote le programme « Vers une gouvernance concertée des écosystèmes du littoral »

Le Grdr-Migration, Citoyenneté, Développement

Acteur depuis bientôt 50 ans en Afrique de l'Ouest (Mali, Mauritanie, Sénégal, Guinée-Bissau), en France et plus récemment au Maghreb, le Grdr intervient dans des territoires frontaliers connaissant de fortes mutations démo-économiques. L'association promeut la gouvernance citoyenne des territoires en intégrant les mobilités comme facteur de développement durable et de solidarités. Le Grdr agit sur le double-espace de la migration et se positionne comme un centre de ressources au service des territoires dans lesquels il est implanté dans la durée.

Programme pour la Gouvernance Concertée du Littoral

Le PGCL est un programme pluriannuel et multi-pays. Il se concentre sur cinq régions du littoral ouest-africain (voir carte) qui connaissent de fortes pressions liées à la croissance démographique, à l'urbanisation et aux effets des changements climatiques. Par ailleurs, ces territoires regorgent de ressources renouvelables et non-renouvelables. L'exploitation de ces ressources est alors un élément important dans les flux économiques régionaux et mondiaux. Pour autant, les bénéfices sont très souvent inégalement répartis et ne profitent pas à l'ensemble des populations.



Le programme vise d'une part à identifier les conditions d'un dialogue entre citoyens et autorités locales pour faire émerger des politiques favorables à un développement durable équitable, et d'autre part à impulser des dynamiques socio-économiques distributives et résilientes aux chocs socio-climatiques.

Partenaires

Le programme est mené en partenariat avec les collectivités et autorités locales des territoires cibles, l'Université Assane Seck de Ziguinchor, des associations de ressortissants de ces régions (diaspora résidente en Europe) et plusieurs organisations de la société civile locale : CRCR Ziguinchor, AFEX, ConGAI, IDEE Casamance, associations de ressortissants du littoral.

Il mobilise en outre une expertise sectorielle externe : CRATerre, UNS, CIEDEL, etc.

Le Grdr pilote le programme « Vers une gouvernance concertée des écosystèmes du littoral »

Première phase – 2013-2017

Au cours d'une première phase de recherche-action mobilisant différents acteurs (ONG, structures de recherche-développement, producteurs, collectivités locales etc.), plusieurs projets ont permis de produire des effets concrets positifs sur les conditions de vie des familles et les ressources naturelles. Cette approche a également permis de favoriser le développement de partenariat entre acteurs et le décloisonnement des approches. Les projets portaient par exemple sur le développement de la saliculture solaire sur bâche ou la gestion alternative de l'eau dans les périmètres rizicoles.

Deuxième Phase – 2017 - 2021

La deuxième phase actuellement en cours vise à renforcer les processus concertés de développement territorial, ceci dans l'objectif d'augmenter les capacités de résilience des territoires et de permettre une régulation consensuelle et durable de l'accès aux ressources.

Les processus de décentralisation en cours (Sénégal, Guinée) ou en perspective (Guinée-Bissau) et l'émergence d'une société civile locale forte comptent parmi les principaux facteurs favorables à cet objectif.

Budget et financement pour la deuxième phase

Le montant total du projet s'élève à 3 348 000 €. L'Agence Française de Développement octroie une subvention de 2 008 800 €. Les autres financeurs du programme sont : l'UE, le CFSI, SEED foundation et le FONDEM.

Résultats attendus

Les acteurs des territoires cibles améliorent leurs capacités à mettre en œuvre des actions de développement local tout en intégrant l'objectif de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation des territoires aux changements climatiques

Les exploitations familiales et les micro-entreprises du littoral génèrent des revenus tout en préservant les écosystèmes et en limitant les externalités négatives de leurs activités

Pour plus d'informations

<https://grdr.org/Vers-une-gouvernance-concertee-des-territoires-du-littoral>

Contact

Julia Rerolle, coordinatrice du programme, basée à Bissau.
julia.rerolle@grdr.org

Zoé Vauquelin, référente "double-espace" basée à Montreuil.
zoe.vauquelin@grdr.org



L'association Misola pense son processus de fabrication et réduit son impact climatique

Le Contexte

Le projet MISOLA a démarré en 1983 en Haute-Volta (actuel Burkina Faso). Il s'inscrit dans le cadre d'un programme de Santé visant à lutter contre la malnutrition infantile fréquente dans le pays. La farine MISOLA est développée, à partir de trois aliments de base issus de cultures locales : le mil (ou maïs), le soja et l'arachide. Cet aliment à haute valeur protéino-énergétique est utilisé en complément du lait maternel. En parallèle, un centre de formation est créé pour donner aux mères les clés pour gérer au mieux l'alimentation de leurs nourrissons.

L'association MISOLA est créée en 1995. Depuis, elle se donne pour missions d'améliorer la formule de la farine en y incorporant des compléments minéro-vitaminiques et d'étendre le réseau MISOLA et ses bénéfices pour les populations. L'association développe sa stratégie sur deux axes complémentaires :

- Promouvoir la fabrication locale de farine labellisée Misola dans un réseau national de petites unités de fabrication
- Apprendre aux mères à préparer elles-mêmes des bouillies à partir d'aliments bruts

MISOLA est aujourd'hui implantée dans 11 pays d'Afrique de l'Ouest (Mali, Niger, Burkina Faso, Bénin, Mauritanie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Tchad, Congo, Guinée, Nigéria). En 2017 900 tonnes de farine ont été produites soit 1 500 000 bouillies pour l'ensemble des pays.

Une réflexion sur les modes de production et de commercialisation

Lutter contre la malnutrition infantile est l'objectif central de l'association et il n'est pas unique. Ses activités contribuent en effet à un véritable développement durable de ses régions d'interventions.

Une Activité Génératrice de Revenus LOCALE et qui promeut le travail des femmes

La farine MISOLA est fabriquée dans des unités de productions artisanales (UPA) gérées par des associations féminines. Elles assurent aussi la commercialisation directement dans les UPA mais également dans les CESCO ainsi que dans les pharmacies et les petits commerces locaux.



L'association Misola pense son processus de fabrication et réduit son impact climatique

Les ingrédients de base sont cultivés localement. L'équipement en matériel de fabrication peut se trouver sur le marché local. De même, les locaux de l'unité sont en général fournis par la collectivité villageoise. **L'activité fait donc tourner l'économie locale et limite des transports émetteurs de GES.**

Préservation des ressources

Les moyens utilisés sont pensés pour optimiser la consommation des ressources et ainsi les préserver : l'eau utilisée pour le lavage, le gaz pour les grilloirs, et l'électricité pour les mélangeurs, moulins, ensacheuses etc.

Une consommation d'énergie durable et optimisée

Misola a pour projet le passage à l'énergie solaire des unités du Mali. Par ailleurs, elle réalise un prototype d'unité de transformation agro alimentaire à haute performance énergétique et environnementale au Burkina Faso avec la Région des Hauts-de-France.

Partenaires et financements

Partenaires de Misola :

Le GRET (nutrition) et Afrique Verte (filère agricole).

Partenaires financiers :

PAM Europe

ONG et fondations : Unicef, Acf, Terre des hommes, Croix rouge internationale, Rotary International, Care, Save the children Helen Keller International, Misereor

Collectivités territoriales : Région Hauts-de-France, Auvergne Rhone Alpes, Ile de France, Département du Pas-de-Calais, des Villes, des Communautés et des Agglomérations.

Pour plus d'informations

<https://misola.org/>

Financer vos projets

Vous cherchez des solutions de financements pour vos projets dans le domaine du développement durable ?

Retrouvez sur le site de Lianes coopération des pistes de financements généraux et par thématique (ex : Villes et Communautés Durables). Nous nous efforçons de recenser les appels à projets et financements « permanents ». Plus d'informations en suivant ce [lien](#)*.

Si vous connaissez des solutions de financement qui n'apparaissent pas dans notre rubrique, merci de nous communiquer vos informations pour que nous puissions les partager !

- <http://lianescooperation.org/groupe-thematiques/>



www.lianescooperation.org
contact@lianescooperation.org

03 20 85 10 96

Suivez nous :



Lianes cooperation



Lianescoop



Région
Hauts-de-France



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES



PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

DRJSCS

Direction Régionale de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale



Pas-de-Calais
Le Département



assureur militant